

PROJET DE LOI C-306

Loi modifiant la Loi sur le ministère des Forêts et modifiant d'autres lois en conséquence

Première lecture, 10 septembre 1992. Deuxième lecture et renvoi au Comité de l'agriculture et des forêts, 16 septembre. Rapport du Comité (sans amendement) et troisième lecture, 22 septembre. Sanction royale, 29 septembre. *Chapitre 44, 1992.*

PROJET DE LOI C-328

Loi instituant la semaine nationale de la fonction publique: pour un meilleur service aux Canadiens

Première lecture, 11 mai 1992. Deuxième lecture et renvoi au Comité des affaires sociales, des sciences et de la technologie, 19 mai. Rapport du Comité (sans amendement), 21 mai. Troisième lecture, 22 mai. Sanction royale, 4 juin. *Chapitre 15, 1992.*

PROJET DE LOI C-351

Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale de Timiskaming

Première lecture, 17 septembre 1992. Deuxième et troisième lectures, 22 septembre. Sanction royale, 29 septembre. *Chapitre 45, 1992.*

PROJET DE LOI C-371

Loi instituant la journée nationale de l'enfant

Première lecture, 23 mars 1993. Deuxième lecture et renvoi au Comité plénier; rapport du Comité (sans amendement), 4 mai. Troisième lecture, 5 mai. Sanction royale, 6 mai. *Chapitre 18, 1993.*

PROJETS DE LOI DU GOUVERNEMENT(SÉNAT)

PROJET DE LOI S-2

Loi de mise en oeuvre des conventions conclues entre le Canada et la Finlande, le Canada et la République fédérative tchèque et slovaque et le Canada et les États-Unis Mexicains en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et d'une convention conclue entre le Canada et les États-Unis Mexicains sur l'échange de renseignements en matière fiscale

Première lecture, 23 mai 1991. Deuxième lecture et renvoi au Comité des affaires étrangères, 30 mai. Rapport du Comité (sans amendement), 20 juin. Troisième lecture, 21 juin. Adoption par les Communes, 25 février 1992. Sanction royale, 28 février. *Chapitre 3, 1992.*

PROJET DE LOI S-8

Loi régissant la fabrication et l'importation des véhicules et équipements automobiles en vue de limiter les risques de mort et de dommages corporels, matériels et environnementaux

Première lecture, 17 mars 1992. Deuxième lecture et renvoi au Comité des transports et des communications, 30 mars. Retiré dudit Comité et déferé au Comité des affaires juridiques et constitutionnelles, 7 mai. Rapport du Comité (avec quatre amendements), 17 juin. Adoption du rapport et troisième lecture, 19 juin. Message des Communes avec deux amendements, 29 mars 1993. Déferé au Comité des transports et des communications, 30 mars. Rapport du Comité agréant les amendements des Communes, sans amendement, 29 avril. Adoption du rapport, 3 mai. Sanction royale, 6 mai. *Chapitre 16, 1993.*

PROJET DE LOI S-11

Loi modifiant la Loi relative aux cessions d'aéroports

Première lecture, 22 mai 1992. Deuxième lecture et renvoi au Comité des transports et des communications, 3 juin. Rapport du Comité (sans amendement), 15 juin. Troisième lecture, 16 juin. Adoption par les Communes, 19 juin. Sanction royale, 23 juin. *Chapitre 42, 1992.*

PROJET DE LOI S-17

Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur, la Loi sur les dessins industriels, la Loi sur les topographies de circuits intégrés, la Loi sur les brevets, la Loi sur les marques de commerce et d'autres lois en conséquence

Première lecture, 8 décembre 1992. Deuxième lecture et renvoi au Comité des affaires juridiques et constitutionnelles, 14 décembre. Rapport du Comité (avec certains amendements), 1^{er} mars 1993. Adoption du rapport, 2 mars. Troisième lecture, 3 mars. Adoption par les Communes, 26 avril. Sanction royale, 6 mai. *Chapitre 15, 1993.*

PROJET DE LOI S-18

Loi modifiant la Loi sur la monnaie

Première lecture, 14 décembre 1992. Projet de loi jugé irrecevable et retiré, 28 avril 1993.

PROJETS DE LOI PUBLICS DES SÉNATEURS

PROJET DE LOI S-5

Loi modifiant certaines lois fédérales pour reconnaître le service en temps de guerre des anciens marins de la marine marchande du Canada (Le sénateur Marshall)

Première lecture, 21 juin 1991. Projet de loi jugé irrecevable et retiré, 23 octobre.